

Le chiffre : 62

C'est le nombre de délégués présents et représentés qui ont participé à la 10ème Assemblée Générale Ordinaire de l'Union Régionale de Guadeloupe.

Le quorum de cette Assemblée tenue le samedi 26 septembre 2015 a été largement atteint.

Campagne des élections régionales 2015

Les élections régionales seront l'occasion pour le mouvement mutualiste d'aller à la rencontre des candidats qui sollicitent nos suffrages. Ces postulants, en particulier les têtes de liste, sont souvent parlementaires eux-mêmes et sont donc une bonne cible si l'on veut interpeller les pouvoirs publics sur certaines problématiques telles que l'accès aux soins (construction du CHU, Cyclotron, Tepscan), l'accès aux droits (ANI, couverture généralisée des plus de 60 ans), la fiscalité des mutuelles (baisse de la TSCA, crédit d'impôt).

Toutes les têtes de liste ont été contactées par courrier cosigné par les responsables régionaux de la FNM et de MFPS.

Il nous reste à les rencontrer pour échanger.



Le mot du Président

Notre Assemblée Générale annuelle s'est tenue le 26 septembre dernier à Baie-Mahault dans une ambiance studieuse, empreinte de solennité et de convivialité.

Ce fut l'occasion de revenir sur une année d'activités riche en événements dont la réunion interrégionale préparatoire au Congrès de Nantes qui a réuni une centaine de militants issus des trois Départements Français d'Amérique et appartenant à toutes les familles mutualistes du mouvement. Nous avons tenu à saluer le travail de toute l'équipe administrative et politique qui, avec rigueur et détermination, conduit au quotidien les affaires de l'Union Régionale. La forte présence des délégués est un baromètre sûr du niveau d'engagement des groupements affiliés grâce à la contribution desquels cette instance peut conduire sa mission fédérative.

Pour la première fois, nous recevions des invités qui étaient au nombre de deux : un professionnel de santé et un acteur de la vie sociale qui sont venus nous entretenir, le premier de son art et le second de ce qu'il entreprend pour essayer d'insérer les jeunes en difficulté.

C'est l'occasion de les remercier, à nouveau, pour leur aimable et distinguée contribution. A peine sortis de ces travaux statutaires, d'autres chantiers nous accaparent tels l'implication de la Mutualité Française de Guadeloupe dans le développement des partenariats à mettre en œuvre dans l'accompagnement de nos aînés, en particulier ceux confrontés à l'épineuse question de la perte d'autonomie. C'est ainsi que nous avons signé le 14 octobre dernier une convention avec la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe visant à développer une politique de promotion du bien vieillir et d'accompagnement de l'ensemble des retraités du régime général et du régime agricole relevant des GIR (Groupe Iso-Ressources) 5 et 6, particulièrement ceux qui sont en situation de fragilité liée à leur faible niveau de ressources ou leur état d'isolement.

La Mutualité accueille avec beaucoup d'intérêt ce partenariat qui doit vite trouver sur le terrain des éléments de concrétisation car nous savons que l'une des difficultés majeures de toute convention réside dans la capacité des acteurs à la mettre en œuvre concrètement. Les associations et autres acteurs de proximité sont de plus en plus exsangues et peinent à relayer des actions de terrain nécessaires à la réussite d'une politique.

Le besoin de se mettre ensemble pour mener à bien de grands projets gagne, y compris les décideurs politiques. C'est dans cet esprit que les pouvoirs publics viennent d'initier la Conférence des financeurs de prévention de la perte d'autonomie.

Cette nouvelle instance de coordination créée par la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, sans aller jusqu'à la mutualisation des moyens, regroupe le Conseil Départemental, l'Agence Régionale de Santé, le Régime Social des Indépendants, la Caisse Guadeloupéenne de Retraite par Répartition (CGRR) et la Mutualité Française.

Elle est placée sous l'autorité de la Présidente du Conseil Départemental.

La Mutualité salue cette initiative et se réjouit que la Guadeloupe ait été retenue comme département préfigurateur. Elle souhaite œuvrer activement à la réussite de ce dispositif dans un esprit de confiance réciproque et dans l'intérêt bien compris du plus grand nombre.

Bonne lecture !

Nestor BAJOT, Président

GROS PLAN

Assemblée Générale de l'Union Régionale de Guadeloupe du samedi 26 septembre 2015

Scène de la vie ordinaire en se rendant à l'Assemblée Générale de la Mutualité Française de Guadeloupe le samedi 26 septembre 2015 à la Médiathèque de Baie Mahault : Groupement de jeunes désœuvrés ? Que faisons-nous ? Qui sont-ils ? Comment en sont-ils arrivés là ?

En ce début d'après-midi, les délégués convergent tous vers ce même lieu, animés par les valeurs mutualistes : solidarité, partage, entraide. Une idée obsédante nous taraude : Que faisons-nous pour notre jeunesse ?

Dès l'arrivée des premiers invités, la convivialité alliée à la sérénité que confère cet espace de culture dissipent toutes les interrogations, voir notre culpabilité ambiante s'évanouit.

Au fur et à mesure des signatures de la feuille d'émargement, des objets publicitaires remis, les représentants des 27 mutuelles qui composent la Mutualité Française de Guadeloupe, trouvent place dans la salle. Le climat est serein et serein. Le plaisir de se retrouver pour ce rendez-vous annuel reste intact et le taux de participation en est la preuve.

L'équipe des salariés et des élus s'affaire à mettre en place la logistique avec un savoir-faire aguerri qui participe à la solennité de la 10^{ème} instance réglementaire de notre jeune Union Régionale. L'objectif de qualité oblige certains administrateurs à revoir une dernière fois leurs notes malgré la préparation en amont faite tant au niveau de la réunion du Bureau que du Conseil d'Administration.

Animés par Gérard PROTO, les travaux commencent avec enthousiasme par le mot de bienvenue du Président Nestor BAJOT qui met en exergue la confiance que nos partenaires nous accordent et la nécessité de montrer notre détermination à respecter nos missions. Après un bilan global des activités des quatre commissions principales, l'accent est mis sur le contexte actuel en évoquant notamment la problématique de l'Aide à la Complémentaire Santé, l'Accord National Interprofessionnel.

L'activité de l'Union Régionale concerne la prévention et la promotion de la santé, le conventionnement hospitalier mutualiste, la communication et la formation, qui confirme son accroissement et légitime son action auprès des adhérents et plus largement de la population guadeloupéenne.

L'année 2014 a été riche en événements, avec la visite du Secrétaire Général de la FNM, Roland BERTHILIER venu s'enquérir de la bonne santé de l'Union Régionale, auprès duquel nous avons plaidé pour une augmentation de notre dotation d'autant que l'activité de l'Union Régionale repose sur la forte implication des élus et sur la motivation de ses quatre salariés. Nous avons aussi développé une application smartphone qui relayera des messages de prévention, de multiples informations mais aussi un agenda et des adresses utiles.

Notre partenariat avec l'Agence Régionale de Santé rend compte de notre visibilité et de la qualité professionnelle de notre mouvement mutualiste sur lequel il faudra compter dans les années à venir. Notre objectif principal affiché est de témoigner sur le rôle des mutuelles dans l'économie sociale, et montrer la force que nous représentons en matière de protection sociale.

Les membres de la commission Représentation et stratégie mutualiste, au travers des différentes réunions ont su porté le message mutualiste tant au niveau de la Caisse Générale de Sécurité Sociale, que de l'Agence Régionale de Santé et de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire.

La situation financière de l'Union a été évoquée par le Trésorier Général François PROMENEUR, renforcé par le rapport de l'Expert-comptable qui délivre un résultat acceptable au regard de la montée des activités et de la stagnation du montant des cotisations fédérales.

A l'issue des échanges avec les délégués présents, l'ensemble des résolutions a été approuvé à l'unanimité, et prouve la confiance établie entre les délégués et les administrateurs en charge de la gestion de la structure.

L'Assemblée Générale 2015, après sa phase réglementaire, s'est prolongée par deux intermèdes :

- L'intervention d'une ostéopathe – Mme Mélina MARTIAL venue nous livrer son expérience et nous inciter à des actes de prévention relatif à notre santé, rejoignant de ce fait, le message de la commission prévention et promotion de la santé. Les nombreux échanges ont démontré l'intérêt porté à ce professionnel. Définie comme une « médecine manuelle », les ostéopathes palpent le corps pour déceler les tensions et les déséquilibres. Considérant le patient dans sa globalité, l'ostéopathe vise à rétablir l'harmonie dans chaque système.

De nombreux témoignages ont confirmé l'approche de ces professionnels et les bienfaits de cette thérapie douce.

• L'intervention d'un représentant de Saint-Jean Bosco – Nicolas SENES qui nous a fait partager la reprise d'activité de cet établissement reconnu en Guadeloupe pour son action auprès des jeunes. C'est une institution qui prend en charge des jeunes en perte de repère, dont le taux de réussite témoigne de la qualité de son travail : beaucoup de chefs d'entreprise actuels ont bénéficié de l'accompagnement de cette équipe, et sont devenus des citoyens responsables. Géré par l'œuvre des apprentis d'Auteuil, le programme d'insertion s'est adapté aux problématiques dont les jeunes doivent faire face aujourd'hui. Et si l'on peut regretter, l'ancienne méthode pédagogique, il s'avère que les objectifs demeurent semblables : accueillir les jeunes en difficulté et leur offrir une sécurité affective leur permettant de devenir autonome. Le professionnalisme et la passion sont bien présents dans ce partage, et

rejoint nos préoccupations mutualistes pour notre jeunesse.

Pour conclure, s'il nous venait à l'esprit de continuer à penser que nous sommes individualistes, égoïstes, indifférents aux malheurs des autres, cette 10^{ème} Assemblée Générale nous donne à voir le contraire puisque nous répondons à l'interpellation d'un délégué « Que fait la mutualité pour notre jeunesse ? » en créant ce début de partenariat qui est en devenir. En tant que mutualiste, nous relevons un défi ; savoir être à l'écoute et dans l'échange avec des forces vives de la Guadeloupe.

SOLIDARITE...PARTAGE...MUTUALITE.

Martine CESAIRE-GEDEON,
Secrétaire Générale

➔ Les Résolutions adoptées

➔ Les résolutions soumises à l'assemblée ont été approuvées à l'unanimité ; ce qui traduit l'adhésion des délégués au travail mené au sein de l'Union Régionale.

RESOLUTION N° 1 : Approbation de l'ordre du jour de l'AG du 26/09/2015

RESOLUTION N° 2 : Approbation du procès-verbal de l'AG du 20/09/2014

RESOLUTION N° 3 : Approbation du rapport de gestion 2014

RESOLUTION N° 4 : Affectation du résultat

RESOLUTION N° 5 : Validation par l'Assemblée Générale du budget 2014 : compte-rendu de mandat

RESOLUTION N° 6 : Budget 2016

RESOLUTION N° 7 : Désignation d'un Expert-comptable

RESOLUTION N° 8 : Approbation des modifications statutaires

RESOLUTION N° 9 : Indemnités des Administrateurs

RESOLUTION N° 10 : Formalités légales



➔ Méлина MARTIAL, Ostéopathe, invitée à l'Assemblée Générale

La 10^{ème} Assemblée Générale Ordinaire de la Mutualité Française de Guadeloupe, était aussi l'occasion de découvrir une approche thérapeutique à visée préventive et curative, fondée sur des techniques manuelles visant à la conservation ou la restauration de la mobilité des différentes structures de l'organisme, l'ostéopathie.

La présentation de cette « médecine naturelle » créée en 1874 par le médecin américain Andrew Taylor Still, et reconnue en France depuis la loi du 4 mars 2002, était assurée par Méлина MARTIAL, Ostéopathe DFO.

L'ostéopathie est un système de soins basé sur des techniques de



manipulation, qui se concentre sur l'intégralité de la structure corporelle (Os, muscles, articulations et fonctions environnantes). Médecine complémentaire, elle s'intéresse non seulement aux symptômes physiques, mais aussi au style de vie, aux habitudes et l'état global du patient. Son champ d'application est très vaste. L'ostéopathie peut prendre en charge aussi bien les problèmes vertébraux que les problèmes de migraines, de dépression, des problèmes O.R.L. (*oto-rhino-laryngologie*) récidivant chez le bébé ou l'enfant, etc... Les ostéopathes travaillent de plus en plus en étroite relation avec le corps médical institué. Il faut généralement trois séances pour aboutir à un résultat durable.

➔ Nicolas SENES, Directeur Saint-Jean Bosco, invité à l'Assemblée Générale

Créée en avril 2015, l'association Saint-Jean Bosco réunit le diocèse de Guadeloupe, la fondation des apprentis d'Auteuil et les trois établissements de l'Enseignement catholique de Goubeville (Ecole primaire Jeanne d'Arc, le centre de formation des apprentis Jean-Belloc et le lycée professionnel Blanchet).

La mission principale de l'association Saint-Jean Bosco est de développer une synergie entre ces établissements afin de répondre de la manière la plus efficiente aux besoins de formation des jeunes guadeloupéens en développant une offre de formation scolaire qui répond à leurs besoins. Il s'agit d'écrire une nouvelle page de l'histoire de ce site, dans le prolongement de l'œuvre de l'Association pour l'enfance qui a éduqué et formé des jeunes en difficulté depuis plus de cinquante ans. Nicolas SENES, Directeur de l'association Saint-Jean Bosco, a effectué une présentation des objectifs de cette nouvelle structure aux mutualistes qui ont tous salué cette initiative.



41ème Congrès de Nantes du jeudi 11 juin au samedi 13 juin 2015

Le 41^{ème} Congrès National de la Mutualité Française a réuni près de 2000 mutualistes au Parc des Expositions de la ville de Nantes. Tous les représentants des groupements mutualistes affiliés à la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF), les plus hautes personnalités politiques de la région Loire Atlantique, des professionnels de santé et les plus hautes autorités de l'Etat, dont le Président de la République, se sont donnés rendez-vous dans cet immense espace situé dans le quartier de la Beaujoire et bordé par la rivière de l'Erdre, un des affluents de la Loire. Traditionnellement, le Président de la République est toujours l'invité du Congrès qui a lieu tous les 3 ans.

Mais en amont du Congrès s'est tenue dans l'après-midi du Mercredi 10 Juin, l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration de la FNMF. Une Assemblée Générale placée sous le signe de l'innovation technologique avec 18 résolutions soumises au vote des délégués, via un boîtier électronique qui permettait d'afficher les résultats en instantané et sur grand écran. L'ensemble des résolutions a été adopté à la majorité dont une modification des statuts qui ramène à 5 ans le mandat du Président et limite sa présidence à deux mandats successifs.

Le Congrès de Nantes du 11 au 13 juin

Le Congrès s'est ensuite déroulé durant 3 jours sur le thème « Utilité sociale, justice et efficacité : une ambition pour les entreprises mutualistes ».

Un congrès ponctué par la visite, le jeudi 11, de la Ministre de la Santé, Marisol TOURAINE, fraîchement accueillie par les congressistes. A la tribune, la Ministre a néanmoins souligné son engagement et son soutien au mouvement mutualiste en annonçant pour 2016 le dépôt d'un projet de loi visant à refonder le code de la Mutualité.

Mais le plus attendu était le Président de la République, dont la visite, le vendredi 12, a été placée sous haute protection policière. François HOLLANDE s'est voulu rassurant quant à la tenue des promesses effectuées lors du Congrès de Nice, notamment sur la garantie de l'accès aux soins pour tous (voir par ailleurs l'interview d'Etienne CANNIARD).

Au final, ces 3 jours de Congrès, organisés autour de grands discours, de forums, de ruches à idées et de stands d'information, ont rassemblé les délégués autour de la volonté de poursuivre et d'amplifier l'engagement de la Mutualité Française pour une réforme du système de protection sociale garantissant un meilleur accès aux soins et une mutualisation plus large des risques.





La délégation de l'UR de Guadeloupe au Congrès était composée de Nestor BAJOT, Géadesse GASPARD et Gérard PROTO.



Géadesse GASPARD,
1ère Vice-Présidente

Gérard PROTO,
Secrétaire Général Adjoint

➔ 3 questions à Etienne CANIARD, Président de la FNMF

Que reprenez-vous de l'intervention du Président de la République au Congrès de Nantes ? A-t-il répondu aux attentes du mouvement mutualiste ?

Il n'a pas répondu à toutes les attentes du mouvement qui nécessiteront beaucoup de temps pour être mises en œuvre. Je crois qu'il a pris conscience de l'impossibilité de poursuivre avec le modèle actuel, et notamment des impasses économiques auxquelles conduisaient l'insuffisante régulation des Complémentaires. Il a pris l'exemple des personnes retraitées qui sont un sujet difficile à régler. Il a esquissé deux pistes de réforme. Je crois que tous les mutualistes sont attachés à ce que la solution soit la plus simple possible, la plus proche du droit commun. Je retiendrais aussi son annonce de la publication pour la fin de l'année du rapport, que j'ai réclamé dans mon discours d'accueil et qui aurait dû être rendu en septembre 2014, sur l'ensemble des aides et du système fiscal applicables aux Mutuelles.



Quel bilan tirez-vous de ces 2 jours de Congrès ?

Un congrès, c'est toujours un ensemble. Ce sont des mesures concrètes, et c'est une mobilisation des responsables et des militants. Ce qui me paraît essentiel aujourd'hui, c'est de constater que beaucoup de mutualistes veulent rapprocher les discours de la réalité. Et je préfère parfois des projets un peu moins ambitieux et qui sont réalistes, à des grandes ambitions qui conduisent à de la déception. Finalement, être pragmatique et être réaliste, sont une des marques du Congrès cette année.

Vous avez annoncé à l'Assemblée Générale que vous ne renouvellerez pas votre mandat. Vous confirmez ? Cela veut-il dire que vous n'aurez pas l'occasion d'aller à la rencontre des mutualistes de Guadeloupe ?

Vous me verrez en Guadeloupe avant la fin de mon mandat. J'ai encore un an de mandat et j'ai pris l'engagement, cela me fera très plaisir et j'y tiens, de venir en Guadeloupe. Normalement je ne renouvellerai pas ma candidature, mais si par hasard, je n'avais pas eu le temps de venir en Guadeloupe d'ici-là, ce sera un beau motif pour me représenter (sourire).

Propos recueillis par Gérard PROTO

➔ Paroles de congressistes des DOM

Serge CHICOT,
Président Mutuelle de Mare-Gaillard.

« Nous vivons actuellement une transformation profonde du monde mutualiste. Ce ne sera plus jamais comme avant. Je le dis sans nostalgie, mais nous sommes arrivés à une ère où si le mouvement mutualiste veut être performant et garder toute sa place, il doit suivre toutes les évolutions techniques et sociétales. »

René BARNAY,
Président de l'Union Régionale Martinique.

« Je retiendrai de ce congrès, la promesse de changer le code de la Mutualité. Je retiens également, la modification des statuts de la Mutualité Française qui permettra au prochain président du mouvement d'être également président d'une mutuelle. »

Alain CADET-PETIT, **Mutuelle Générale de Prévoyance des Antilles**

« Je retiens l'évolution de la Mutualité Française. Depuis 30 ans que je participe au Congrès, on constate des évolutions à chaque congrès. L'ACS et l'ANI nous attendent l'année prochaine. J'espère beaucoup de la généralisation du tiers payant pour nos mutualistes. »

ACTUALITES GENERALES

➔ PLFSS 2016

La Ministre de la Santé, Marisol TOURAINE, a présenté le 24 septembre dernier, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2016 et annoncé vouloir limiter la progression des dépenses à 1,75% (contre 2% en 2015).

Le PLFSS 2016 comporte également des mesures destinées à renforcer l'accès aux soins, dont la mise en place d'une protection universelle maladie. Seront aussi mis en place des contrats de complémentaire santé moins chers et labellisés pour les personnes de plus de 65 ans.

Alors que l'on fête les 70 ans de la Sécurité sociale, le gouvernement porte, via l'article 21 du PLFSS 2016, un nouveau coup de canif au caractère universel de notre modèle de protection sociale. En créant un dispositif d'appel d'offres spécifiquement réservé aux personnes de plus de 65 ans, le gouvernement amplifie le principe de segmentation de la protection sociale.

➔ Loi sur le vieillissement

Alors qu'un Français sur trois aura plus de 60 ans en 2060 et qu'une véritable réforme de la prise en charge de la dépendance est attendue depuis la canicule de 2003, le projet de loi d'adaptation de la société au vieillissement se caractérise surtout par la lenteur de la procédure législative et le peu de moyens dont il est doté. A tel point que le second volet de la réforme, qui devait faire l'objet d'un autre texte portant sur les établissements pour personnes âgées, n'est plus d'actualité.

➔ Nominations au Conseil Supérieur de l'ESS

Roland BERTHILIER, Secrétaire Général de la FNMf, Dominique JOSEPH, Trésorière Générale adjointe de la FNMf et Emmanuel ROUX, Directeur Général de la FNMf,

Cette segmentation constitue un frein à la solidarité et à la mutualisation des risques entre les actifs et les inactifs. Cette segmentation porte en elle la sélection des risques au détriment de l'équilibre d'ensemble du système, des adhérents et des assurés les plus en difficulté. Avec les mesures qui viennent d'être annoncées, et notamment le dispositif d'appel d'offres, nous sommes loin de la généralisation de la complémentaire santé promise pourtant par François Hollande, en 2012, à l'horizon 2017. Jeunes précaires et chômeurs de longue durée restent les grands oubliés de ce dispositif.

La Mutualité propose la création d'un crédit d'impôt, en fonction du niveau de revenus. Cette solution a l'avantage d'être universelle (elle ne s'adresse pas qu'aux seuls retraités), plus simple (elle peut se substituer à toutes les autres voies d'accès à la complémentaire) et plus juste (les Français reçoivent une aide en fonction de leurs besoins et non de leur statut de salarié, indépendant ou retraité).

Concrètement, le texte présenté devant l'Assemblée se concentre sur le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie à travers notamment la revalorisation de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), financée la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA), un impôt créé en 2013 et prélevé sur les retraites, préretraites et pensions d'invalidité.

L'entrée en vigueur de la loi d'adaptation de la société au vieillissement est prévue pour le 1er janvier 2016.

ont été nommés au Conseil Supérieur de l'ESS par un arrêté paru au Journal Officiel le 4 octobre 2015.

➔ Etats Généraux de la santé visuelle

À l'heure où plus de 60% des Français connaissent des problèmes de vision, la Mutualité Française souhaite ouvrir un large débat public avec l'ensemble des acteurs du secteur en lançant les premiers États Généraux de la santé visuelle.

La Mutualité Française est le premier financeur des soins en optique : à elles seules, les mutuelles ont financé un tiers de la dépense d'optique médicale en 2013. Au total, le poids des organismes complémentaires dans le financement de l'optique est de 72,6%. La Mutualité est également offreur de soins avec son réseau « Les Opticiens mutualistes » qui représente plus de 750 points de vente. Elle intervient ainsi dans les différentes dimensions de la filière et est de ce fait légitime pour prendre une initiative forte dans ce domaine.

Les États Généraux de la santé visuelle se tiendront le 15 décembre 2015 à la Maison de la Mutualité. Des ateliers préparatoires se tiendront à la FNMf, les 2, 4, 17 et 23 novembre 2015.

➔ Complémentaire en entreprise : dernière ligne droite

La finalisation de la mise en œuvre de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) impose à toutes les entreprises de disposer, pour leurs salariés, d'une complémentaire santé collective, à compter du 1er janvier 2016. Selon une étude réalisée en juillet, 28 % des entreprises n'avaient pas encore mis en place une complémentaire santé pour leurs salariés.

Que se passera-t-il pour les entreprises qui n'auraient pas pris un contrat santé le 1er janvier 2016 ? Elles ne risquent a priori pas grand-chose. Aucune amende n'est en effet prévue en cas de non-respect de cette obligation. Dans l'immédiat, le principal risque pour l'employeur qui ne proposerait pas de complémentaire santé à cette date serait que le salarié le traîne aux prud'hommes. De l'avis général, toutes les entreprises ne devraient pas être équipées à la date butoir du 1er janvier 2016. La mise en place de l'ANI pourrait donc s'étaler sur une période plus longue qu'on ne l'avait imaginée.

VIE MUTUALISTE

➔ REPRESENTATION ET STRATEGIE MUTUALISTE

LE 70ème anniversaire de la Sécurité Sociale

La Sécurité Sociale a été créée par une ordonnance du 4 Octobre 1945. La Caisse Générale et la Caisse d'Allocations Familiales de la Guadeloupe, malgré une naissance effective et officielle plus tardive, (1949 pour la CGSS et 1972 pour la CAF), participent activement à cette commémoration nationale. Plus qu'une commémoration, ce 70ème anniversaire est un regard sur le passé et l'occasion de mesurer le chemin parcouru afin de se tourner résolument vers l'avenir.

Les orientations privilégiées pour cet événement concernent :

- L'organisation d'opérations de communications, d'actions de terrain interbranches et inter régime pour mieux faire connaître la Sécurité Sociale,
- L'hommage rendu à l'engagement des partenaires qui siègent au sein des Conseils d'administration et des commissions et leur exprimer la reconnaissance pour leur investissements dans les diverses instances, qui participent à la gestion de la « Sécu » et assurent la vigilance nécessaire au respect des valeurs et des principes de l'Institution.

Au niveau de notre Département et en concertation avec la CAF, 2 temps forts ont été envisagés :

➤ La Semaine de la Sécurité Sociale du 18 au 22 Mai 2015 avec des journées portes ouvertes en direction des collégiens sur le thème « CAF & CGSS pour une société encore plus solidaire ». L'objectif : informer les jeunes générations sur l'histoire de la Sécurité Sociale dans les DOM et les sensibiliser sur les missions actuelles des 2 organismes CAF et CGSS.

➤ Une conférence débat prévue le 23 Octobre 2015 rassemblant les Conseils d'Administrations de la CAF et de la CGSS, les personnalités et partenaires du Département sur le thème : « Démographie et avenir de la protection sociale dans les DOM »

La commémoration de cette institution, vieille de 70 ans, autour du slogan « La vie en plus », est une occasion de rappeler à la population les valeurs fondatrices, les principes de paritarismes et de la démocratie sociale en tant qu'engagement des organisations patronales, syndicales dans la création et la gestion d'un service d'utilité sociale.

C'est aussi l'occasion de corriger certaines images associées à la Sécurité Sociale et de donner une meilleure vision de la réalité de la Sécu d'aujourd'hui.

Guy CAZIMIR

3ème Vice-Président de la CGSS Guadeloupe
Président de la Commission d'Actions Sociales - CGSS
Administrateur de l'Union Régionale de Guadeloupe

La Mutualité Française de Guadeloupe est représentée au sein du Conseil d'Administration de la CGSS par 4 membres : Louis ARCHIMEDE, chef de file des conseillers mutualistes à la CGSS (titulaire), Guy CAZIMIR (titulaire), Antony JEAN (suppléant) et Alain MABIALAH (suppléant).

➔ PREVENTION

Prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées: la Guadeloupe en préfiguration

Le projet de loi pour l'adaptation de la société au vieillissement prévoit la mise en place, dans chaque département, d'une « Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ».

La Guadeloupe a été retenue dans le cadre de la préfiguration.

Cette conférence réunit, sous la présidence du Conseil Départemental et sous la Vice-présidence du Directeur Général de l'ARS, des représentants des collectivités territoriales, de l'assurance vieillesse et maladie, de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL), de la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DJSCS), du RSI, de la CGRR, du Centre de Ressources du Bâtiment et des Travaux Publics (CRBTP), du Comité départemental des retraités, des personnes âgées et de l'action Gériatrique (CODERPAG) et de la Mutualité Française.

Elle a pour objectifs :

- d'établir sur le territoire départemental un diagnostic des besoins des seniors de soixante ans et plus
- de recenser les initiatives locales
- de coordonner les financements autour d'une stratégie commune.

La Mutualité Française de Guadeloupe siège à cette conférence en tant que Fédération des mutuelles de la région, mais aussi en tant qu'acteur de terrain, avec une volonté forte de poursuivre sa mission de prévention de la perte d'autonomie en direction des seniors.



Réunion du vendredi 9 octobre 2015
Palais du Conseil Départemental – Basse-Terre

PREVENTION

6ème édition du Week-end Sentez-Vous Sport En Famille des Samedi 19 et dimanche 20 septembre 2015 : les effets de l'activité physique comme facteur de santé, de bien-être et de plaisir.



« Sentez-Vous Sport » est une opération nationale de promotion du sport pour tous, organisée par le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF). C'est l'occasion d'encourager les Français à pratiquer une activité physique et sportive régulière.

Au niveau local, cette action est portée par Cap Excellence avec le soutien des élus, des associations, des institutions et des collectivités. Ce qui permet à la population guadeloupéenne de découvrir et de pratiquer une activité sportive, mais aussi d'accéder aux messages de prévention et promotion de la santé.

La Mutualité Française de Guadeloupe a largement contribué au succès de cette manifestation. Au-delà de la mobilisation du réseau mutualiste et de ses adhérents, elle a pris part à l'organisation de la conférence-débat, du village santé et du défi cuisine.

La conférence-débat animée par le Docteur Webert LAFRANCE, Oncologue au CHU PaP/Abymes, s'est déroulée à la salle George TARET le samedi 19 septembre et a réuni un public de qualité venu s'informer sur les bienfaits de l'activité physique dans le cadre des maladies chroniques.

Le dimanche 20, à 9h00 précises, le village santé s'est ouvert avec le concours de 26 associations et réseaux de santé qui nous soutiennent dans notre mission. Nous tenons à les remercier chaleureusement pour leur confiance, car sans eux il n'y aurait pas de dépistages, d'information et de sensibilisation.

L'innovation majeure cette année était le « Défi cuisine », réalisé en partenariat avec le contrat local de santé de Cap Excellence. Nous avons proposé au public de participer à un « Master chef », à la sauce prévention, sous le regard du Chef cuisiner Hervé GUYARD. 2 équipes de 4 candidats se sont affrontées en préparant, dans l'heure, un plat et un dessert équilibrés et diététiques avec des produits locaux. Durant cette épreuve, une diététicienne animait et diffusait des messages de prévention sur l'équilibre alimentaire ainsi que sur les propriétés et les bienfaits des aliments de notre terroir.

Un jury a dégusté les plats cuisinés et a désigné l'équipe gagnante de ce concours.

A noter le dévouement du Président de l'Union Régionale qui a, sans hésiter, accepté de faire partie du jury.

Cette action a suscité l'intérêt du public, des participants mais aussi des institutionnels qui y ont trouvé une manière ludique de faire passer des messages de prévention sur l'alimentation.

Fort de ce succès nous attendons avec impatience la prochaine édition qui, nous l'espérons, réservera de nombreuses surprises.

Jérôme GEOFFROY,
Chargé de prévention





Le mois de l'Economie Sociale et Solidaire

En France, le mois de novembre, c'est le mois de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS). Un événement national, relayé chaque année par les Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS), vitrine de l'ESS en Région.

Cet événement a pour vocation de faire découvrir au plus grand nombre (étudiants, salariés, professions libérales, etc...) un mode d'entrepreneuriat très fréquenté mais souvent méconnu, basé sur une gestion démocratique où la personne et l'objet social priment sur le capital.

Les différents acteurs de l'ESS, mutuelles, coopératives, fondations, syndicats d'employeurs de l'ESS, associations, et entreprises sociales, ont ainsi l'occasion de valoriser et faire découvrir cette autre façon de concevoir l'économie, au travers de diverses manifestations organisées sur l'ensemble du territoire guadeloupéen, telles que des conférences-débats, des cafés coopératifs, des journées portes ouvertes, des projections de film, etc...

Christelle NORBERT,
Chargée de mission



Agenda

Vendredi 30 octobre

Conférence-débat

« la Maladie d'Alzheimer, parlons-en »

Hôtel de ville – Baie-Mahault

Vendredi 20 novembre

Conférence-débat

« quelle alimentation pour mon enfant ? »

Centre multi Accueil – Moule

Dimanche 22 novembre

Déjeuner-débat

« le diabète, osons en parler »

Petit-Canal

Du 25 au 28 novembre

Maison géante

Hall des sports Paul Chonchon

Pointe-à-Pitre

Vendredi 6 novembre

Marche relais

CHU PàP/Abymes

Jeudi 26 novembre

Journée inter établissements

« One life...ok ? Ma santé avant tout ! »

Gymnase Valère LAMIE- Baie-Mahault

Dimanche 29 novembre

Course solidaire sport et Handicap

MGPS

Jarry – Baie-Mahault

Vendredi 4 décembre

Séminaire d'étude et de formation

« la Gouvernance et Solvabilité II »

Canella Beach Hôtel – Gosier

La Lettre de la Mutualité de Guadeloupe

Imm.BDAF-N°39 - Bd Légitimus 97110 POINTE-A-PITRE - Tél : 0590.90.35.91- Fax : 0590.91.32.59

MUTUALITE FRANÇAISE DE GUADELOUPE – UNION REGIONALE, organisme régi par le Code de la Mutualité

Directeur de la publication : Nestor BAJOT - **Coordination générale** : Gérard PROTO - **Rédacteur en chef** : Antony JEAN

Rédacteur en chef adjoint : Gérard PROTO

Rédacteurs : Nestor BAJOT – Martine CESAIRE-GEDEON – Christelle NORBERT – Géadesse GASPARD – Guy CAZIMIR

Secrétaire de rédaction: Cindy JACQUET-CRETIDES

Réalisation: MUTUALITE FRANÇAISE DE GUADELOUPE - **Relations presse** : Géadesse GASPARD